

L'hon. M. Fleming: J'ai dit la semaine dernière l'urgence qu'il y avait à adopter les crédits supplémentaires dont le comité des subsides était saisi. Point n'est besoin d'ajouter que c'était tout à fait exact. Il est des plus urgent que nous nous prononcions sur ces prévisions de dépenses. J'ai signalé que la rémunération de certains entrepreneurs et de certains employés rétribués à l'heure est retardée, parce que nous n'avons pas l'autorisation voulue pour l'effectuer.

L'hon. M. Martin: Ce n'est pas ce que vous avez dit l'autre jour.

L'hon. M. Fleming: Telle était la situation. L'examen de ces crédits s'est poursuivi un jour de plus, soit une huitième journée, vendredi dernier, et un seul crédit a alors été adopté. Au cours des huit journées, nous en avons adopté 22 en tout.

Les 14 jours dont le premier ministre a parlé ont consisté en six journées consacrées au budget supplémentaire n° 2 et huit journées, jusqu'ici consacrées au budget supplémentaire n° 3; or au cours de toute cette période nous n'avons adopté en comité des subsides que 22 crédits, soit un bien petit nombre; il en reste encore beaucoup à adopter.

J'ai signalé que d'autres prévisions de dépenses seront présentées, savoir le dernier budget supplémentaire pour la présente année. Les crédits que le premier ministre a dit qu'il faut adopter avant la fin du mois sont tous ces crédits supplémentaires, y compris ceux que j'espère pouvoir présenter un peu plus tard.

Quant à ce que mon collègue, le leader de la Chambre, a déclaré vendredi, reconnaissons franchement que si le ministre des Affaires des anciens combattants a annoncé que nous aborderions aujourd'hui des mesures législatives au lieu de continuer l'examen des crédits supplémentaires, c'est tout simplement qu'il se rendait compte de l'impossibilité d'obtenir l'adoption de ces crédits. Il espérait qu'un changement...

L'hon. M. Chevrier: Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège...

L'hon. M. Fleming: Le député m'interrompt au moment où je tâche d'assurer la bonne volonté de la Chambre.

M. l'Orateur: A l'ordre!

L'hon. M. Chevrier: Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège pour...

M. l'Orateur: A l'ordre! Je regrette, mais nous n'avons pas encore liquidé la première question de privilège, je ne puis en admettre une seconde avant d'avoir tranché la première.

L'hon. M. Fleming: J'avais presque fini, monsieur l'Orateur. J'espère que le député de Laurier s'est aperçu que je ne cherchais pas chicane et ne voulais pas troubler le calme et la bonne volonté de la Chambre.

M. Benidickson: Pour une fois!

L'hon. M. Fleming: L'annonce que mon collègue, le leader de la Chambre, a faite vendredi ne diminue en rien l'urgence de ces crédits, selon le gouvernement, et de l'appel que j'ai lancé à toute la Chambre jeudi dernier pour qu'ils soient adoptés. Nous étions tout simplement parvenus au point où nous pensions que, de toute évidence, nous ne pourrions pas faire adopter ces crédits, et mon collègue a cru qu'en changeant l'ordre des travaux pour aujourd'hui, il y aurait moyen de rétablir un peu d'ordre et d'inspirer aux députés le désir de poursuivre l'examen des travaux de la Chambre.

Ces crédits sont extrêmement urgents et le deviennent de plus en plus à mesure que les jours passent. Je me contente uniquement de faire appel à tous les partis comme je l'ai fait jeudi dernier.

L'hon. J. W. Pickersgill (Bonavista-Twillingate): Monsieur l'Orateur, le ministre des Finances réussirait mieux à nous convaincre s'il avait tenu compte de l'offre que mon ami de Laurier lui a faite vendredi dernier, comme en fait foi la page 1993 du compte rendu. Il a dit alors que si le ministre voulait bien nous exposer en détail quels sont les crédits urgents, l'opposition serait prête à les examiner sur-le-champ et à faciliter l'adoption d'un bill de subsides ce qui répondrait aux besoins immédiats du gouvernement sans porter atteinte aux droits de l'opposition. Le gouvernement n'a même pas répondu à cette offre bienveillante.

M. l'Orateur: Nous allons passer à l'examen des articles qui figurent au *Feuilleton* et lorsque nous arriverons aux motions nous reprendrons la discussion si quelqu'un a encore quelque chose à dire à propos des travaux de la Chambre.

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DES DÉPENSES, 1961-1962

L'hon. Donald M. Fleming (ministre des Finances) présente un message par lequel Son Excellence le Gouverneur général transmet un cahier supplémentaire de prévisions budgétaires pour l'année financière qui se terminera le 31 mars 1962. M. l'Orateur lit ce message à la Chambre, et cette dernière le renvoie au comité des subsides.